



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le 06 novembre 2025

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n°PAIC-2025-0089 du 06/11/2025
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée
par la société anonyme SOCAVA (Société de Carrières des Vallées)
sur la commune de SAINT-JEOIRE (74490)
(siret : 60632075200037)**

VU le code de l'environnement, et ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025, nommant M. Carl ACCETTONE, administrateur de l'État du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU la décision du 1er juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par les arrêtés ministériels du 24 décembre 2009 et du 31 mai 2012 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;



VU l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 modifié autorisant la société SOCAVA à exploiter une carrière de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire ;

VU la transmission par l'exploitant du dossier de demande de modification des conditions d'exploiter du 01/07/2025 ;

VU le rapport 20250701-RAP-SocavaStJeoire-ModExpl-vs du 15 octobre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courrier avec Accusé de Réception du 16 octobre 2025 conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant indiquée par courriel du 28 octobre 2025 ;

CONSIDERANT que la demande de modification des conditions d'exploitations :

- ne concerne ni un approfondissement de la cote minimale d'extraction ni une augmentation de moins de 25 ha du périmètre de la carrière ;
- ne concerne pas de nouvelles rubriques ;
- ne modifie pas le rythme d'extraction, le trafic des camions ainsi que la cadence des tirs de mines restent donc inchangés ;
- ne prolonge pas la durée initiale d'exploitation ;
- ne propose pas de déroger à la bande de retrait de 10 mètres entre le périmètre d'extraction et les limites de propriétés ;
- ne modifie pas l'usage futur du site ;
- ne modifie pas les rejets ou la production de déchets ;
- ne modifie pas les émissions sonores, de vibrations, de poussières ;
- n'induit pas un risque nouveau pour la santé ;
- n'engendre aucun impact supplémentaire pour la faune et la flore ;
- n'induit pas de risques d'éboulement à l'extérieur du périmètre d'exploitation ;
- n'engendre pas de nouvelles nuisances.

CONSIDERANT que cette demande de modification des conditions d'exploitations de la carrière n'induit ni une augmentation de nuisances ni de nouveaux impacts ;

CONSIDERANT de tout ce qui précède, qu'il y a lieu, en application des dispositions des articles L. 181-14, L. 181-15 et R. 181-46 du code de l'environnement :

- de prendre acte de l'ensemble des études géotechniques transmises par l'exploitant ;
- de prendre acte de sa demande de modification du plan de phasage du site ;
- de modifier les prescriptions applicables à l'établissement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1er :

Il est pris acte de la demande de modification des conditions d'exploitation de la société SOCAVA transmise le 10 juillet 2025 relatif à la demande de modification des conditions d'exploitations de la carrière située route de la Serra sur le territoire de la commune de SAINT-JEOIRE

Article 2 :

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires suivants sont abrogées :

- n° PAIC-2019-0102 du 31/07/2019 ;
- n° PAIC-2022-011 du 14/11/2022 ;
- n° PAIC-2022-0098 du 07/12/2022.

Article 3 :

Le tableau des activités à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 est remplacé par le suivant :

Nature de l'activité	Rubriques	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	Production moyenne : 500 000 t/an Production maximale : 600 000 t/an Remblaiement autorisé 2023-2032 : 10 000 t/an max 2032-2036 : 80 000 t/an max Capacité de remblaiement 420 000 t (300 000 m³)	A*
1. Installations de broyage, concassage, criblage, etc., mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	2515.1.b	Puissance installée 1 700 kW :	E*
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²	2517-2	Surface : 5 000 m²	D*

* : AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-du Code de l'environnement).

Article 4 :

Les prescriptions de l'article 74.2 de l'arrêté préfectoral n°2013217-0005 du 5/08/2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'une entreprise compétente en la matière.

Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.

La charge totale d'un tir ne peut pas être mise à feu instantanément. Un plan d'amorçage du tir décompose la charge totale en charges élémentaires qui seront mises à feu, les unes après les autres,

avec des décalages significatifs entre deux départs successifs. Sur un même tir, chaque trou chargé fait l'objet d'un amorçage fond de trou qui consiste à amorcer la colonne d'explosifs par un détonateur placé en dessous. En cas d'imbrûlé, la charge concernée devra être localisée et traitée selon les règles de l'art. Les ratés de tirs devront être tracés par l'exploitant.

Le registre des ratés de tir devra d'être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les tirs de mines sont interdits en période nocturne et le week-end. Les travaux de minages sont réalisés du haut vers le bas.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (failles, vides, karst, argile,...). Un relevé de dérivation est établi afin de vérifier la qualité de la foration pour les forages d'une profondeur supérieure à 9 mètres. Une attention particulière sera portée sur l'inclinaison des trous par rapport à celle du front.

Une personne compétente et formée en matière de tir de mine, autre que le foreur/mineur qui réalise le tir contrôlera aléatoirement 1/3 des forages de chaque tir : positionnement, profondeur et inclinaison.

Ces contrôles seront identifiés et les anomalies éventuelles tracées.

L'avancement de l'exploitation doit être tracé par la production annuelle d'un plan topographique actualisé. Il est transmis à un organisme compétent en géotechnique.

L'ensemble de ces plans et rapports est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité publique lors des tirs.

Article 5 :

Les prescriptions de l'article 7.5.2. de l'arrêté préfectoral n°2013217-0005 du 5/08/2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

- Le passage de véhicule en pied des fronts pour rejoindre l'ouest à l'est de la carrière située en aléa de propagation quasiment certain et probable (périmètre rouge) est autorisé et conditionné par la procédure météo et les alertes GPS. Le stationnement d'engins et le stockage de matériaux sont interdits.
- Le passage d'engins, le stockage et le chargement de matériaux situés en aléa de propagation moyen (zone jaune) peuvent être autorisés sous réserve de l'application de la procédure météo et des alertes GPS.
- En dehors des zones rouges et jaune du périmètre d'aléas, le fonctionnement de la carrière en conditions normales est autorisé.

Le plan des aléas à prendre en compte pour délimiter ces interdictions est en ANNEXE I du présent arrêté.

La modification de ce zonage est soumise à la réalisation d'une étude géotechnique définissant les travaux de sécurisation à mettre en place et d'une étude trajectographique afin de justifier que le niveau des aléas au niveau des zones de circulation et d'exploitation est atteint pour les réutiliser en conditions normales d'exploitation.

Article 7.5.2.1 « Extraction de la zone matérialisée en rouge selon le plan en ANNEXE II » :

Dans cette zone, le matériau est abattu à l'aide de tirs de mines par tranches successives d'une épaisseur maximale de 15 mètres.

Les paramètres de tirs sont adaptés selon la maille de foration en particulier la charge maximale des trous et la charge maximale à la volée. Ils doivent être adaptés à la progression de l'extraction.

Un merlon de terre est mis en œuvre en amont de la nouvelle installation permettant de stopper les éventuels matériaux. Il est curé autant que de besoin et l'exploitant doit justifier de son efficience dans le temps.

Article 6 :

Les prescriptions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2013217-0005 du 5/08/2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'extraction est réalisée depuis l'arrière, sur la zone préalablement extraite.

Lors des phases de réévaluation des conditions d'exploitation, un suivi géotechnique d'exploitation doit être mis en place à une fréquence validée par un organisme compétent en géotechnique.

Article 7.5.3.1 « Extraction de la zone matérialisée en jaune selon le plan en ANNEXE II » :

Les conditions d'exploitations ci-dessous sont applicables de la cote 635 mètres à 610 mètres selon le schéma en ANNEXE III du présent arrêté. En-deça de la cote 610 mètres, les conditions d'exploitation devront être réévaluées et validées par un organisme compétent en géotechnique.

Zone de 0 à 8 mètres	Zone de 8 à 20 mètres
<ul style="list-style-type: none">• maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 2,5 à 4 mètres ;• profondeur maximale de 5 mètres ;• charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 15 kg ;• charge maximale à la volée est de 500 kg.	<ul style="list-style-type: none">• maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 4 à 4 mètres ;• profondeur maximale de 9 mètres ;• charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 30 kg ;• charge maximale à la volée est de 1 000 kg.

L'extraction de ces tranches donnera lieu à :

- surveillance des départs de blocs ; les résultats de cette surveillance seront consignés dans un registre après chaque tir ;
- diagnostic des écrans à chaque interception de blocs et remise en état avant toute reprise de l'activité. La supervision des travaux de remise en état devra être réalisée par un organisme indépendant et compétent. La reprise d'exploitation est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme ;
- purge de la fosse de réception à chaque interception de blocs ;
- purge des instabilités résiduelles.

Article 7.5.3.2 « Extraction de la zone Sud selon le plan en ANNEXE II (zone bleue) » :

La zone bleue en ANNEXE II est découpée en 3 zones selon le plan en ANNEXE IV du présent arrêté, à savoir :

- Falaise A ;
- Falaise B ;
- Falaise C.

Falaise A et B :

La réalisation des pistes et la mise en œuvre des ouvrages de sécurité est réalisée conformément l'étude technique réalisée par le bureau Alpes Ingé « G2 PRO indice A du 26/09/2025 » et selon les plans en ANNEXE V et VI du présent arrêté.

Falaise C :

La réalisation des pistes est réalisée conformément l'étude technique réalisée par le bureau Alpes Ingé « G2 PRO indice 0 du 19/12/2024 » et selon les plans en ANNEXE VII et VIII du présent arrêté.

La justification de la mise en œuvre des ouvrages de sécurité par un organisme compétent en géotechnique est un préalable à l'extraction de la zone bleue. Les conditions d'exploitations ci-dessous sont applicables jusqu'à la cote 610 mètres selon le schéma en ANNEXE III du présent arrêté.

En-deça de la cote 610 mètres, les conditions d'exploitation devront être réévaluées et validées par un organisme compétent en géotechnique.

Zone de 0 à 8 mètres	Zone de 8 à 20 mètres
<ul style="list-style-type: none"> • maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 2,5 à 4 mètres ; • profondeur maximale de 5 mètres ; • charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 15 kg ; • charge maximale à la volée est de 500 kg. 	<ul style="list-style-type: none"> • maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 4 à 4 mètres ; • profondeur maximale de 9 mètres ; • charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 30 kg ; • charge maximale à la volée est de 1 000 kg.

L'extraction de la zone bleue donnera lieu à :

- surveillance des départs de blocs ; les résultats de cette surveillance seront consignés dans un registre après chaque tir ;
- diagnostic des écrans à chaque interception de blocs et remise en état avant toute reprise de l'activité. La supervision des travaux de remise en état devra être réalisée par un organisme indépendant et compétent. La reprise d'exploitation est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme ;
- purge de la fosse de réception à chaque interception de blocs ;
- purge des instabilités résiduelles.

Article 7 :

Les prescriptions de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral n°2013217-0005 du 5/08/2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Un suivi géotechnique du site est réalisé par un organisme compétent en géotechnique, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation afin de :

- mettre à jour la connaissance du massif à l'avancement de l'exploitation ;
- modifier la méthode d'exploitation si nécessaire. Les conditions d'exploitation prescrites aux articles 5 et 6 du présent arrêté pourront être modifiées uniquement par la production d'une étude géotechnique réalisée par un organisme indépendant et compétent en géotechnique.

La fréquence des visites pour le suivi géotechnique des fronts doit être adaptée en fonction de l'importance des tirs et de leur fréquence. Cette fréquence devra être justifiée par le géotechnicien avec un suivi géotechnique a minima annuel.

Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une fréquence définie par un organisme compétent en géotechnique est mise en place afin de s'assurer de l'efficacité dans le temps des ouvrages de confortement.

Une maintenance préventive ou curative est effectuée selon les constats effectués lors de ces campagnes.

Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Article 8 :

Les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant respecte le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière tel que présenté dans son dossier de demande de modification des conditions d'exploitation transmis le 25 mai 2022.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 9 :

Les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 17.1 : Phasage d'exploitation »

Le phasage de l'exploitation de la carrière est le suivant :

- T1 - Phase d'exploitation 2025 – 2027 :

L'extraction se poursuit sur la zone Ouest jusqu'à la cote 610 mètres NGF et la zone Est est extraite jusqu'à la cote 600 mètres NGF conformément aux plans de phasage en ANNEXE IX du présent arrêté. L'acceptation de déchets inertes extérieurs est autorisée pour un volume maximal de 10 000 t/an. Ils sont stockés selon les plans de phasage en ANNEXE IX du présent arrêté au niveau des anciens fronts afin de consolider le merlon actuel.

- T2 - Phase d'exploitation 2027 – 2032 :

L'extraction est réalisée conformément aux plans de phasage en ANNEXE IX du présent arrêté. Lors de cette phase, la zone Ouest est extraite jusqu'à 570 mètres NGF et le carreau Sud-Ouest est remblayé jusqu'à la cote 585 mètres NGF.

Les zones en crêtes, situées au droit de la RD, zones Jaune et bleue sur le plan en ANNEXE II du présent arrêté, sont exploitées sous réserve de la justification de la mise en œuvre et de l'efficacité des ouvrages de sécurisation tels que définis aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

L'acceptation de déchets inertes extérieurs est autorisée pour un volume maximal de 10 000 t/an. Ils sont stockés selon les plans de phasage en ANNEXE IX du présent arrêté.

- T3 - Phase d'exploitation 2032 – 2036 :

L'extraction du carreau jusqu'à la cote 570 m NGF. Le carreau est remblayé jusqu'à la cote 585 mètres.

La remise en état final n'est pas modifiée et est conforme à celle prévue dans le dossier de demande d'autorisation et prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 décembre 2006 modifié.

Article 17.2 : Montant des garanties financières

Pour prendre en compte le nouveau plan de phasage de la carrière, le montant des garanties financières est calculé pour assurer la remise en état globale du site avec un pas de cinq.

Le montant de références des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

Période	Montant des garanties financières période par période
Phase T1 : 2022 - 2027	419 238 euros TTC
Phase T2 : 2027 - 2032	398 082 euros TTC
Phase T3 : 2032- 2036	317 712 euros TTC Montant qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement et porte sur une durée minimale de 5 ans.

Les garanties financières sont calculées conformément aux plans en ANNEXE X où sont précisées les surfaces à exploiter et les surfaces remises en état couvrant chaque période quinquennale.

Article 17.3 : Actualisation des garanties financières

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié au montant de référence pour la période considérée.

L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Article 17.4 : Renouvellement des garanties financières

Toute modification de l'état d'avancement par rapport aux plans en ANNEXE X du présent arrêté doit faire l'objet d'une actualisation du montant des garanties financières.

Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R.516-1 et suivants du code de l'Environnement.

Article 17.5 : Absence des garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 17.6 : Appel des garanties financières

La Préfète appelle et met en œuvre les garanties financières soit :

- en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 171-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté ;
- pour la remise en état du site.

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 17.7 : Levée des garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état aient été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires intéressés.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. ».

Article 10 :

Les prescriptions de l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 16.2 - Remblayage

Article 16.2.1 Informations :

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes sont autorisés dans les limites définies à l'article 10 du présent arrêté. Le site est autorisé à prendre les déchets inertes provenant de l'ensemble des acteurs du BTP dont les codes correspondent à ceux listés à l'article 16.2.4 du présent arrêté.

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de la carrière un avis énumérant les types de déchets non dangereux inertes admissibles.

Article 16.2.2 Plan de remblayage :

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 16.2.10. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

Les surfaces sont repérées par calepinage avec identification du casier qui sera reporté sur le registre d'admission.

Un relevé topographique du site doit être réalisé préalablement à l'acceptation des déchets inertes sur site. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

Article 16.2.3 Mise en œuvre des remblais :

La mise en place des déchets non dangereux inertes au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Chaque couche de déchets est compactée avant la constitution de la couche suivante, afin d'assurer la stabilité de l'ensemble de la hauteur du remblai.

Article 16.2.4 Déchets admissibles :

Les déchets admissibles sont les déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier du caractère non dangereux et inertes des déchets présents sur le site.

Les seuls déchets admissibles dans le cadre du remblayage de la carrière sont les déchets sous les codes suivants :

Code déchet	Nature
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
20 02 02	Terres et pierres.

Sauf validation par l'inspection des installations classées ou modification de la réglementation en vigueur, il est interdit dans le cadre du remblaiement d'utiliser des déchets non dangereux inertes ayant subi un traitement physico-chimique afin de respecter les seuils définis en annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Toute admission de déchets autres que ceux listés ci-dessus est strictement interdite.

Article 16.2.5 Document préalable :

L'importation de déchets inertes ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013 /2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006.

Avant réception des déchets non dangereux inertes sur le site, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité prévisionnelle de matières livrées.

Pour chaque provenance de déchets (soit pour chaque chantier), et avant toute admission, un document préalable sera établi entre le producteur du déchet et l'exploitant du site. Ce document recensera a minima les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le lieu de provenance des déchets ;
- la date prévisionnelle de réception sur le site ;
- la quantité estimée de déchets concernés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 16.2.6 du présent arrêté.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires dont les transporteurs. Sa validité est de 1 an au maximum.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.

Le document préalable (original) est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 16.2.6 Procédure d'acceptation préalable

En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), ou en cas de déchets énumérés à l'article 16.2.4 du présent arrêté provenant de sites contaminés (chantier du bâtiment et des travaux publics sur lequel une pollution, quelle qu'en soit la nature, a été identifiée), et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter ces déchets dans la carrière.

Cette acceptation préalable contient une évaluation du potentiel polluant des déchets. Seuls les déchets listés à l'article 16.2.4 du présent arrêté et respectant les critères définis en ANNEXE XI du présent arrêté peuvent être admis.

Article 16.2.7 Conditions d'acceptation préalable

Après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet entrant donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés dans les tableaux en ANNEXE XI qui définissent les critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable, peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local.

En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées dans les tableaux en ANNEXE XI.

Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.

Article 16.2.8 Contrôle d'admission

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régavage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 16.2.6 du présent arrêté.

Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations de valorisation ou d'élimination dûment autorisées.

Article 16.2.9 Accusé réception

Un accusé-réception écrit est délivré pour chaque livraison de déchets admise sur le site. L'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 16.2.5 du présent arrêté par les informations minimales suivantes :

- la quantité réelle de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Article 16.2.10 Registre d'admission

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique. L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.

Pour les terres inertes acceptées dans le cadre de la remise du site :

L'exploitant renseigne la base de données électronique centralisée mise en place pour le suivi des terres excavées et des sédiments. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Article 16.2.11 Refus de déchets

Les déchets non dangereux inertes qui, lors du contrôle, ne sont pas conformes au document préalable ne sont pas admis sur le site.

Le camion est refusé, les déchets sont directement renvoyés au producteur (non-conformité visuelle, dégagement d'odeurs, viscosité, etc.).

Une information de refus de prise en charge des déchets est signalée au producteur et à l'inspection des installations classées par courriel à l'adresse suivante : ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

L'exploitant définit une consigne relative au traitement des cas de refus des déchets sur le site avec a minima les informations suivantes :

- la date et l'heure du refus ;
- les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- le libellé des déchets ;
- le nom et l'adresse du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

Article 16.2.112 surveillance des remblais

Les stocks de remblais en attente de mise en œuvre dans le cadre du réaménagement doivent être stables. L'exploitant doit justifier de cette stabilité.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes extérieur utilisés pour le remblaiement et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien éventuel des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. A cet effet, un sondage est réalisé toutes les 5 000 tonnes de matériaux réceptionnés

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ;
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Article 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté sera notifié à la société SOCAVA (Société de Carrières des Vallées).

Conformément aux articles L.171-11, L.514-6 et L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, sur le site internet www.telerecours.fr. dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1. par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 12 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Saint-Jeoire et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Saint-Jeoire pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 13 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Saint-Jeoire.

Pour la Préfète,
Le secrétaire général

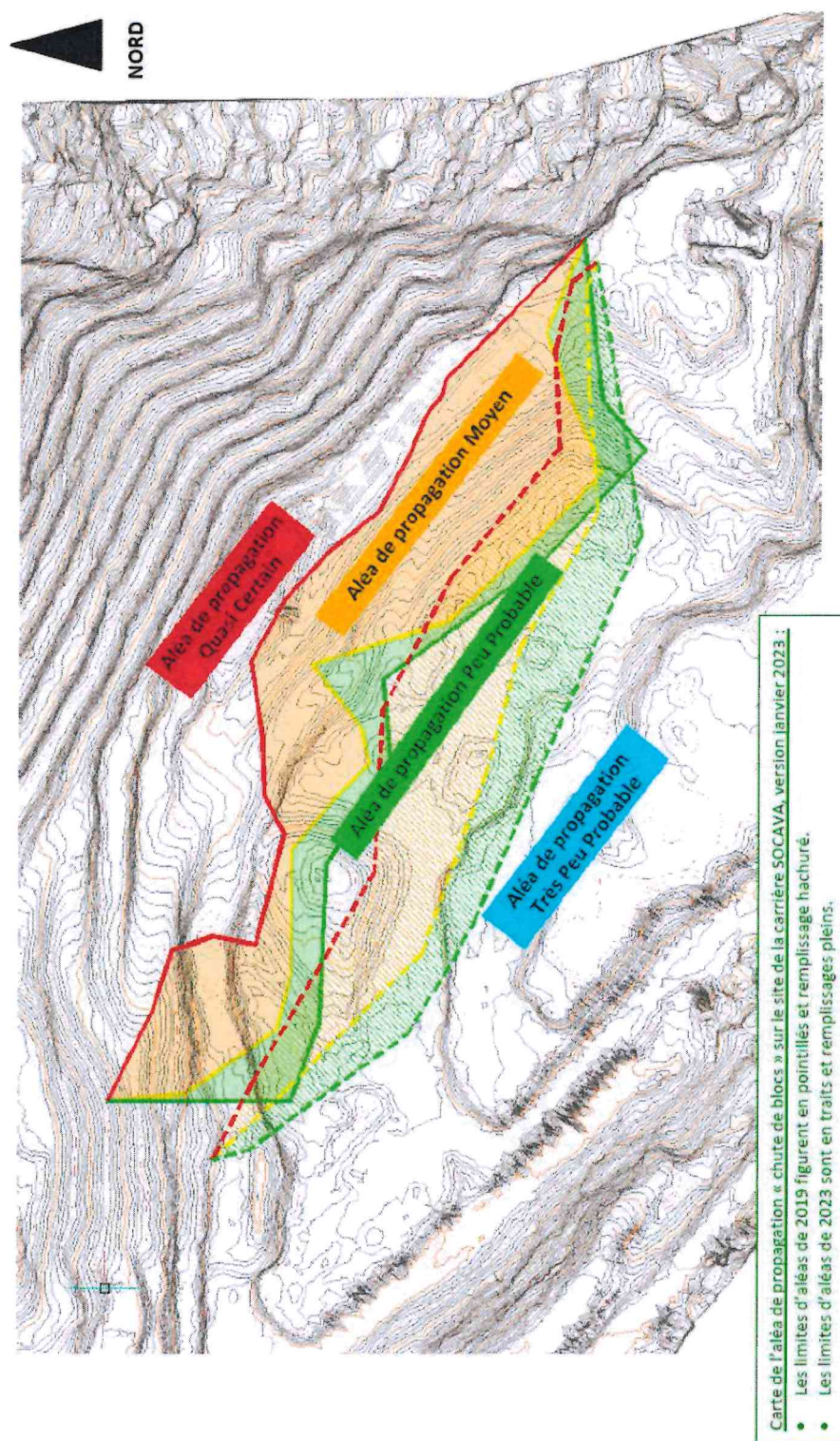


Carl ACCETTONE

ANNEXES à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

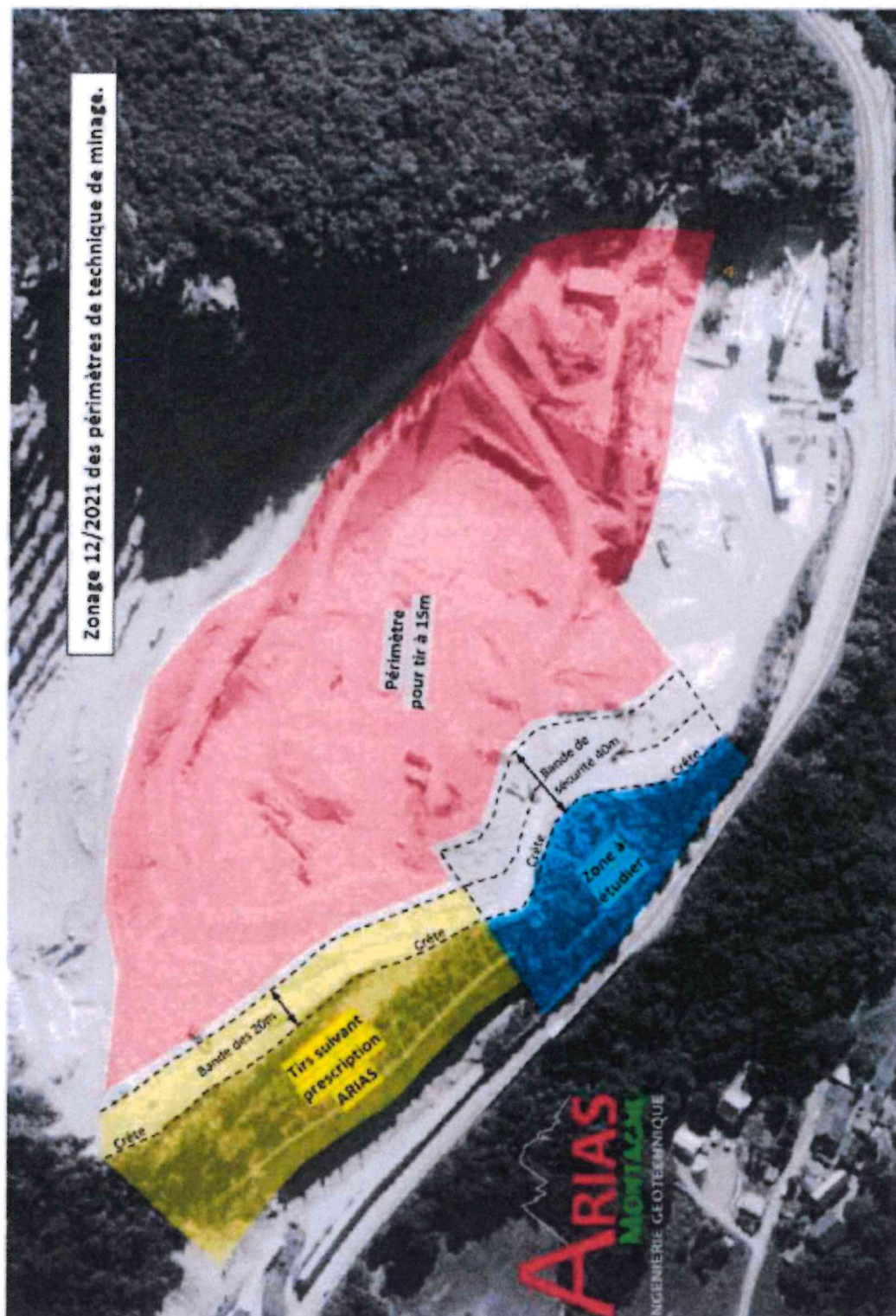
ANNEXE I à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Plan des aléas



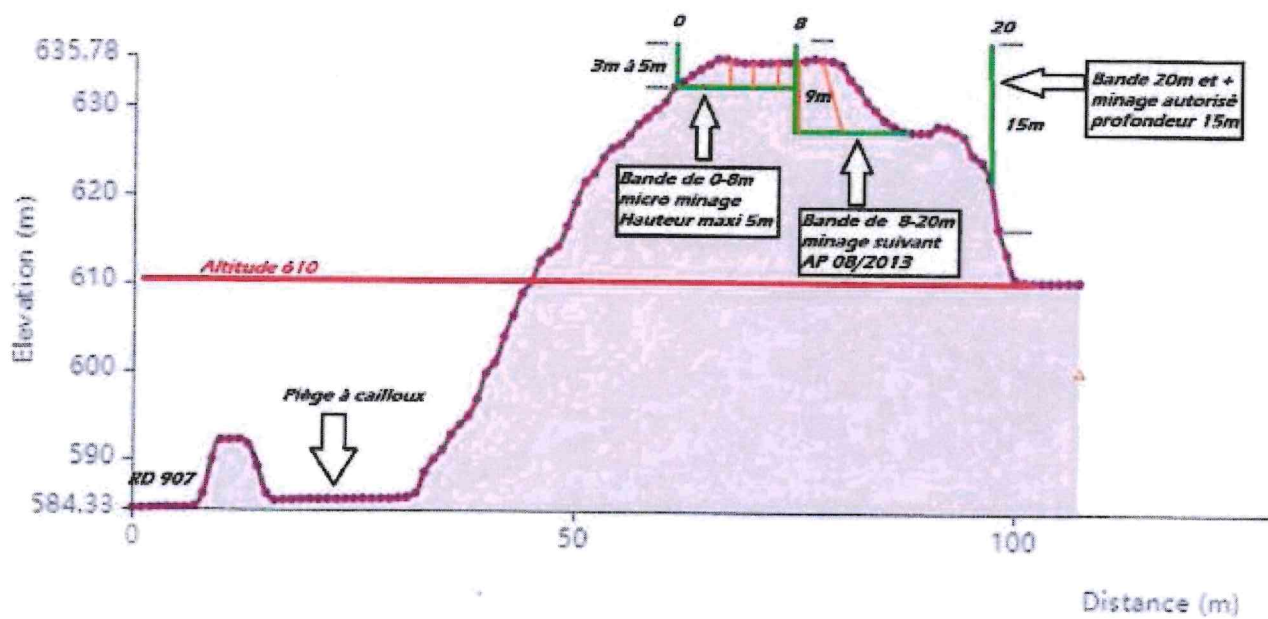
ANNEXE II à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Plan des zones d'extraction



ANNEXE III à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Schéma d'extraction de la crête en zones jaune et bleue
cote 635 à 610 mètres



ANNEXE IV à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Découpage Zone bleue

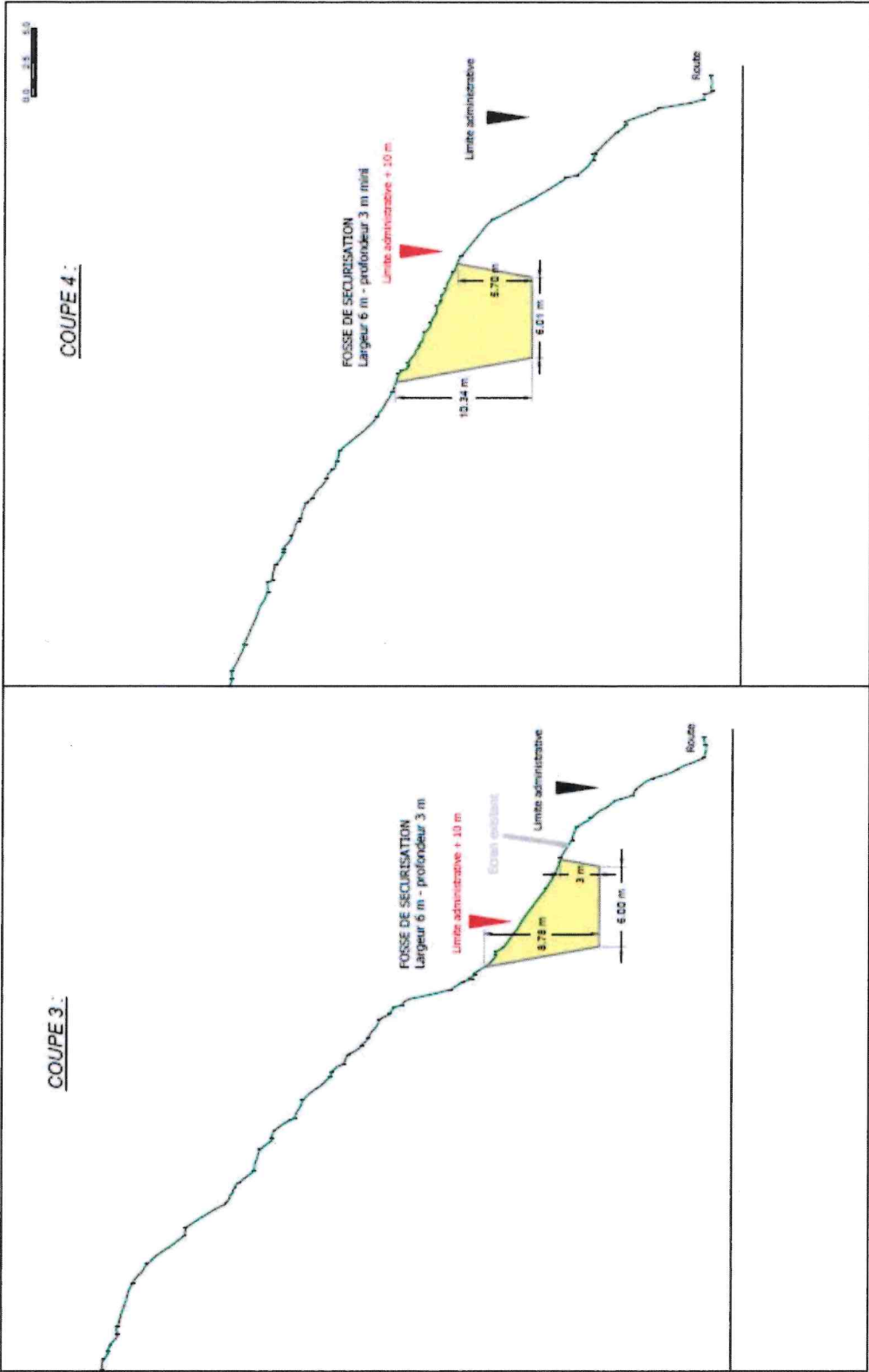


Zone bleue – Falaise A et B

OUVRAGES

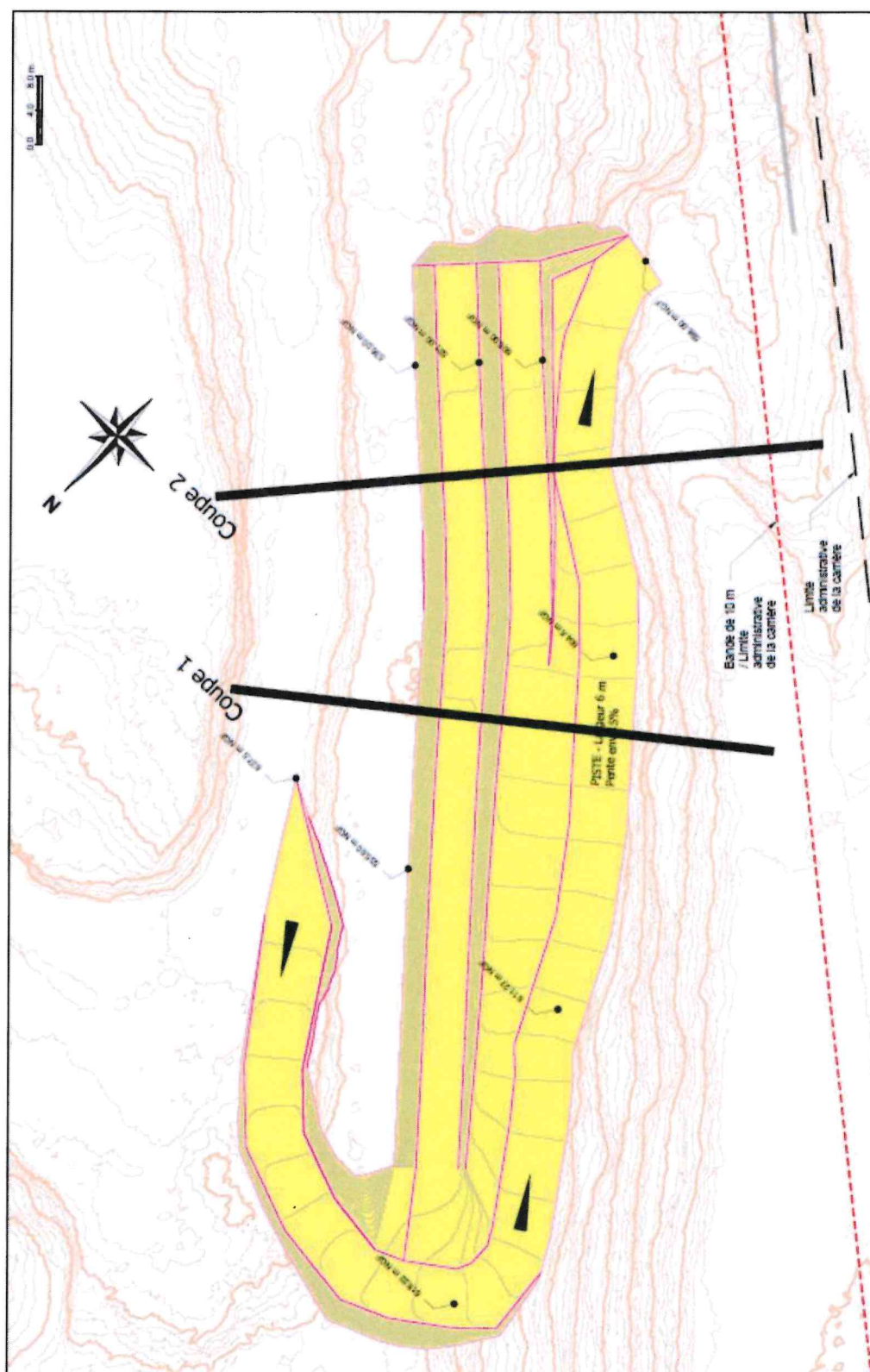


Zone bleue – Falaises A et B
PLANS DE COUPE



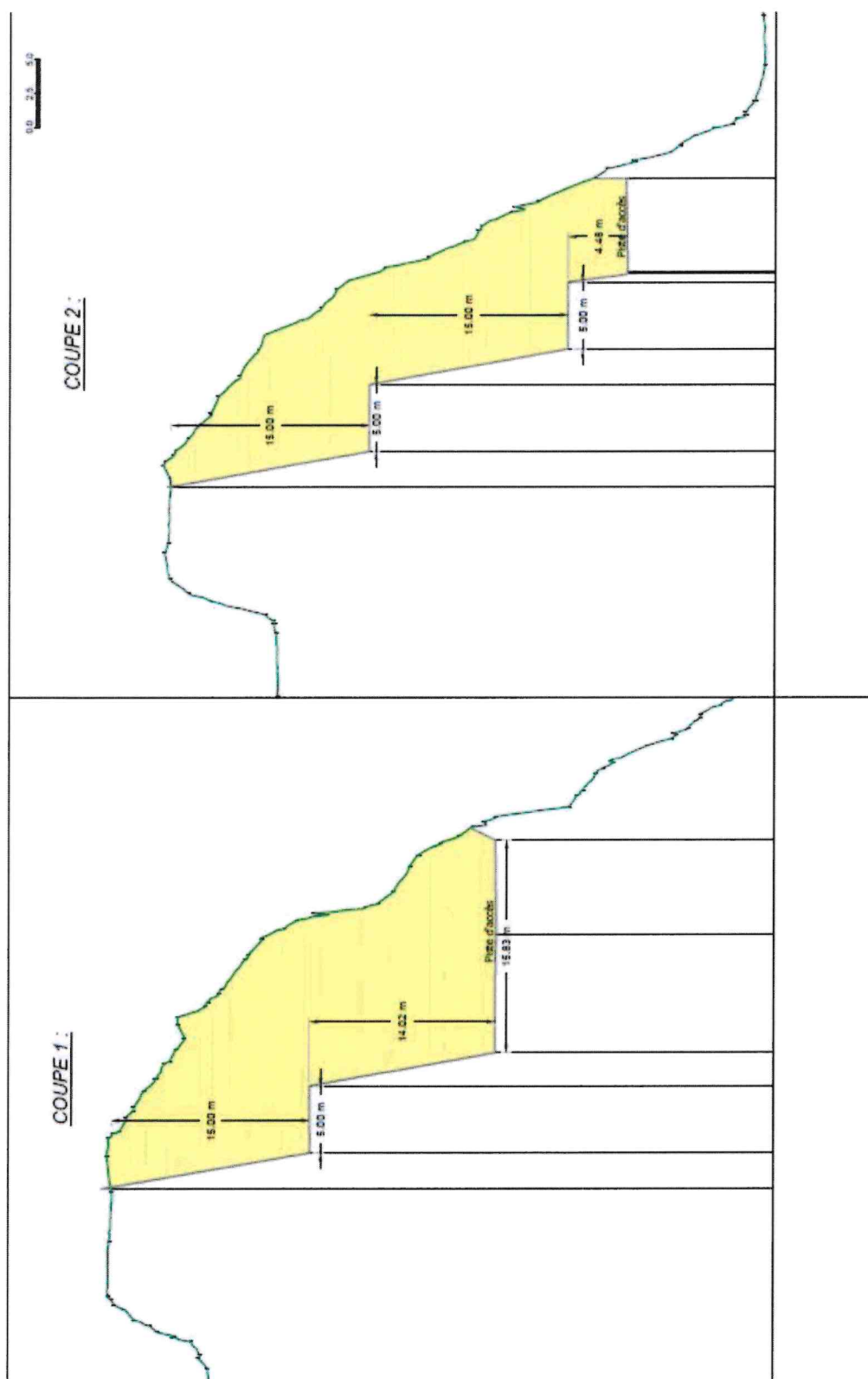
ANNEXE VII à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Zone bleue – Falaise C



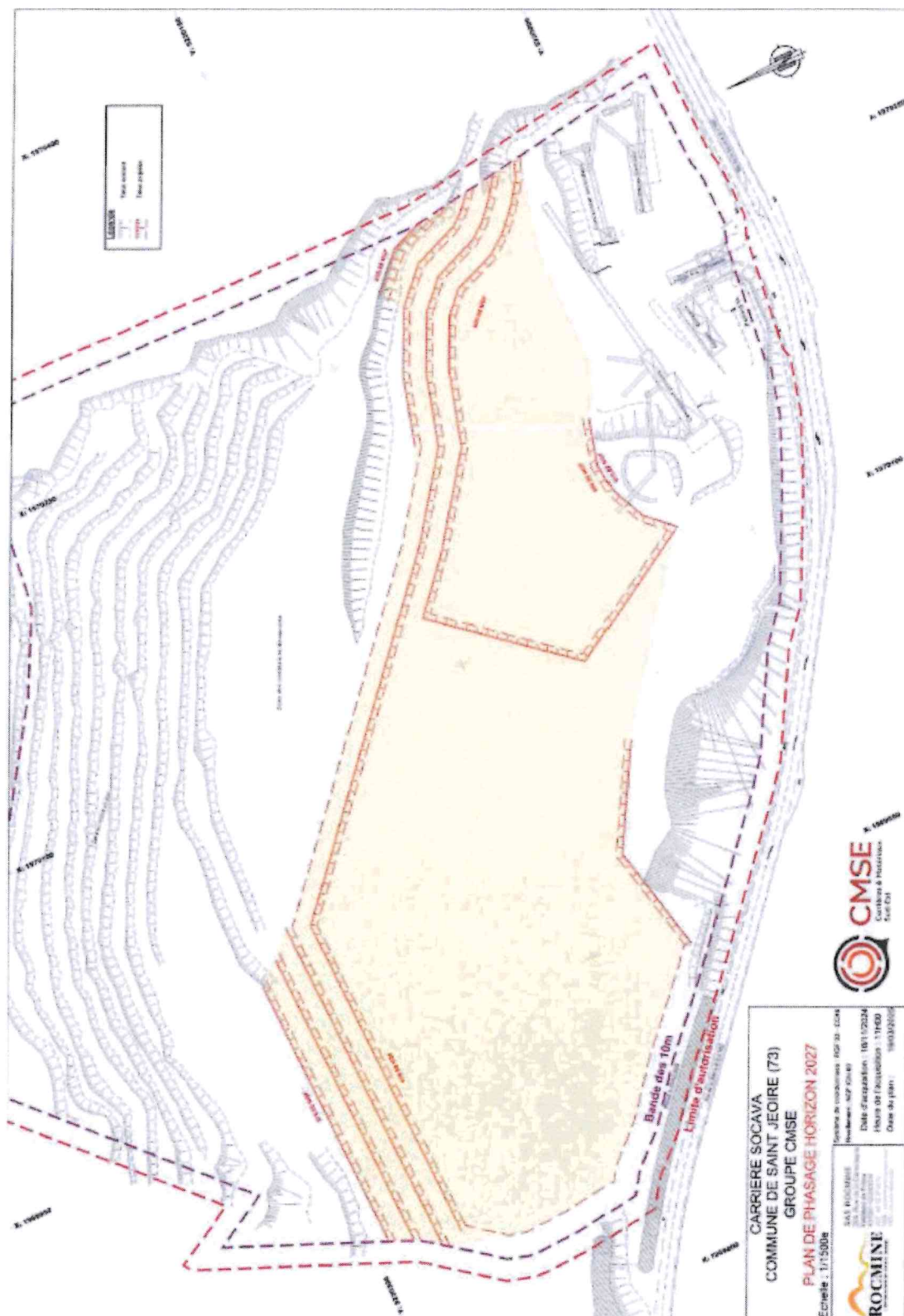
ANNEXE VIII à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Zone bleue – Falaise C
PLANS DE COUPE



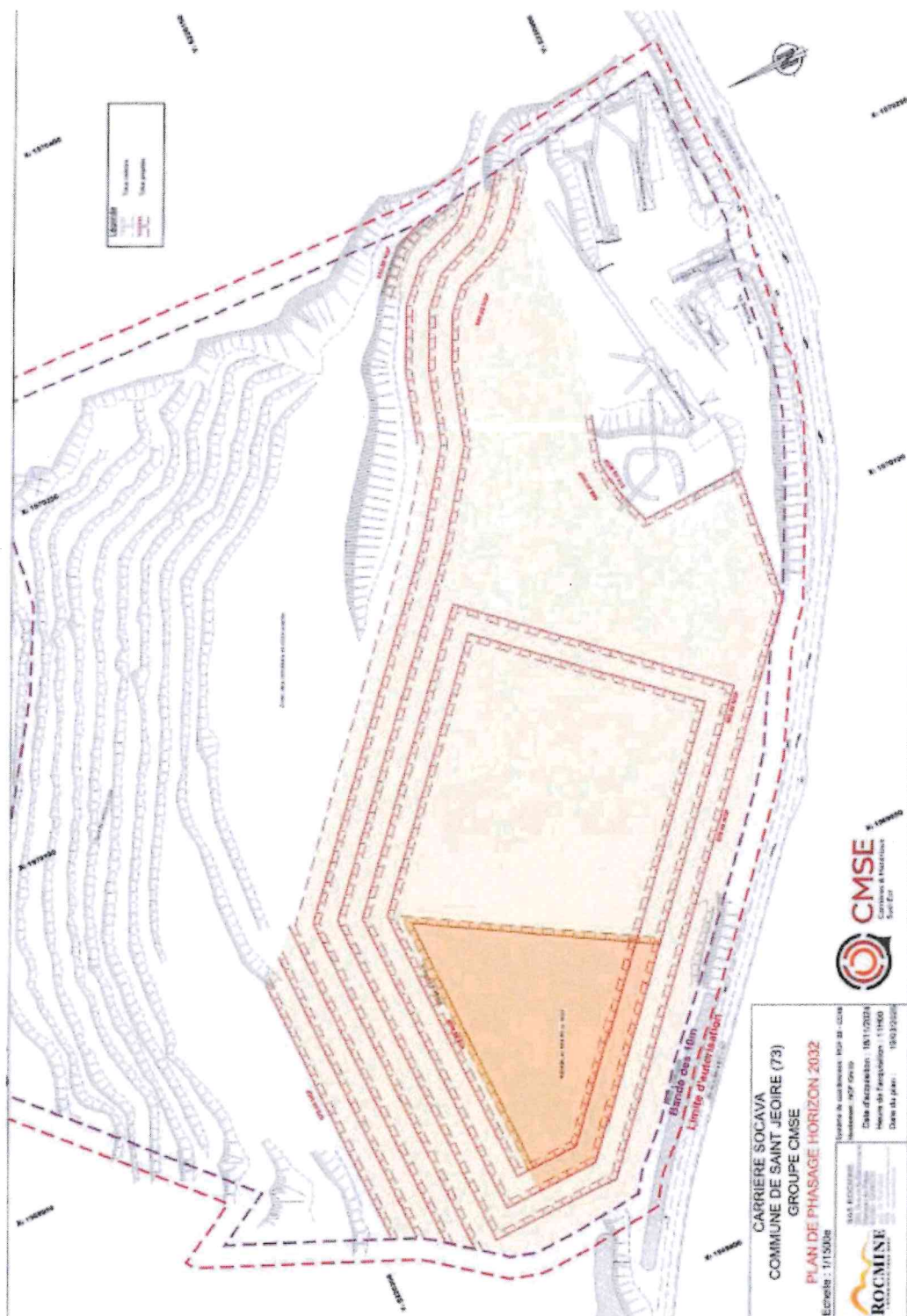
ANNEXE IX à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

PLANS DE PHASAGE : Phase 2025 – 2027



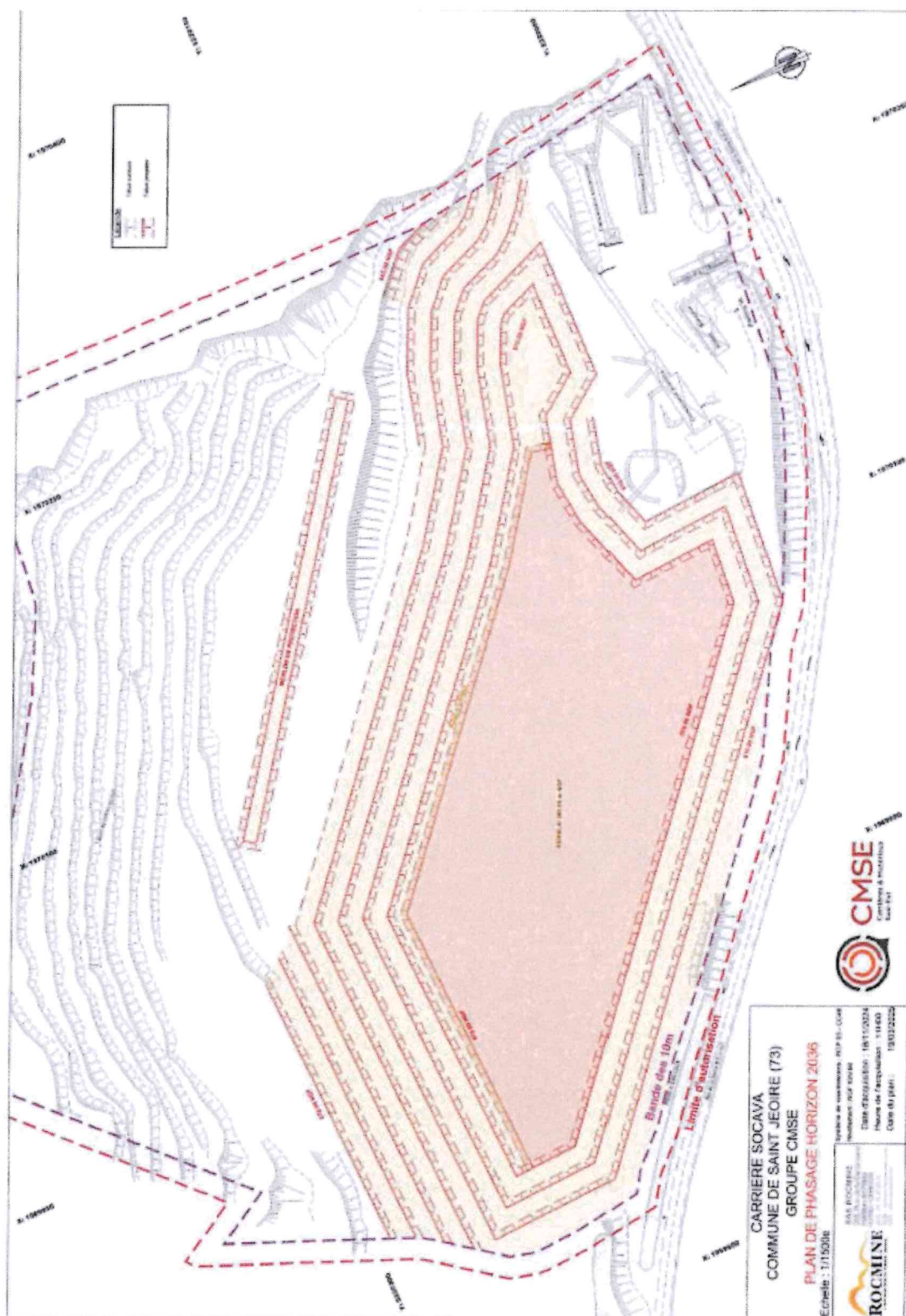
ANNEXE IX à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

PLANS DE PHASAGE : Phase 2027 – 2032



ANNEXE IX à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

PLANS DE PHASAGE : Phase 2032 – 2036

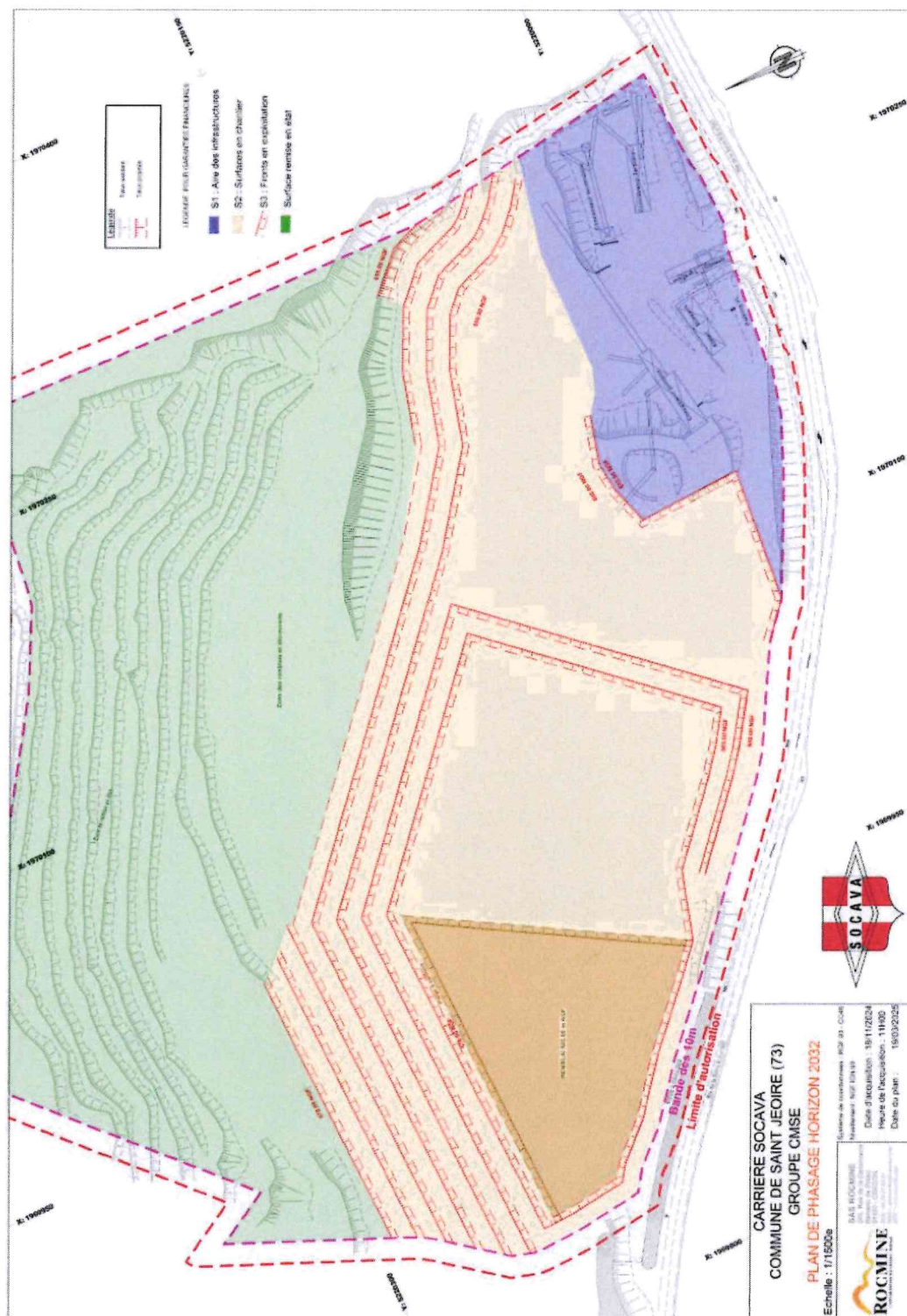


PLANS DES GARANTIES FINANCIERES : Phase 2025 - 2027



ANNEXE X à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

PLANS DES GARANTIES FINANCIERES : Phase 2027 – 2032



PLANS DES GARANTIES FINANCIERES : Phase 2032 – 2036



ANNEXE XI à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0089 du 06/11/2025

Critères d'acceptation des déchets inertes

1. Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Paramètres inorganiques	Valeur limite à respecter Seuil sur lixiviat (mg/kg de MS)
Arsenic (As)	0,5
Baryum (Ba)	20
Cadmium (Cd)	0,04
Chrome total (Cr)	0,5
Cuivre (Cu)	2
Mercure (Hg)	0,01
Molybdène (Mo)	0,5
Nickel (Ni)	0,4
Plomb (Pb)	0,5
Antimoine (Sb)	0,06
Sélénium (Se)	0,1
Zinc (Zn)	4
Chlorure (1)	800
Fluorures	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice Phénol	1
Carbone Organique Total (COT) sur éluat (3)	500
Fraction soluble (FS) (1)	4000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2. Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètres organiques	Valeur limite à respecter Seuil sur brut (mg/kg de déchet sec)
COT	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, ethylbenzène et xylènes)	6
PCB (Polychlorobinéphyles 7 congénères)	1
HCT (Hydrocarbures C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques, somme des 16)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	